

REPUBLIQUE DU NIGER



FRATERNITE-TRAVAIL- PROGRES

-----  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



# Budget Citoyen : le guide du citoyen pour la loi de finances 2016

*Direction Générale du Budget (DGB)*



JANVIER 2016

## SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET ANNEXES.....	3
AVANT-PROPOS.....	4
1. INTRODUCTION GENERALE.....	5
1.1. LA DEFINITION DU BUDGET.....	5
1.2. LE PROCESSUS BUDGETAIRE AU NIGER.....	5
1.3. DEFINITION DU BUDGET CITOYEN.....	5
1.4. LE CONTENU DU BUDGET CITOYEN.....	5
2. EXECUTION A MI-PARCOURS DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT EN 2015.....	7
2.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES A FIN SEPTEMBRE 2015.....	7
2.2. EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES A FIN SEPTEMBRE 2015.....	8
3. CONTEXTE DE LA PREPARATION DE LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2016.....	9
3.1. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE.....	9
3.2. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES EN 2015.....	9
4. HYPOTHESES DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET PRINCIPALES ORIENTATIONS DU BUDGET 2016.....	10
4.1. HYPOTHESES DES POLITIQUES ECONOMIQUES.....	10
4.2. PRINCIPALES ORIENTATIONS DU BUDGET 2016.....	10
5. PROJECTIONS DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES EN 2016.....	12
5.1. PROJECTION DES RECETTES BUDGETAIRES EN 2016.....	12
5.2. PROJECTION DES DEPENSES BUDGETAIRES EN 2016.....	15
5.2.1. REPARTITION PAR TITRE.....	15
5.2.3. REPARTITION PAR SECTEUR.....	16
5.2.2. SITUATION DES PRINCIPAUX MINISTERS.....	16
CONCLUSION.....	19
REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE.....	19
ANNEXES.....	21
GLOSSAIRE.....	23

## LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET ANNEXES

### LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Processus d'élaboration des projets des lois de finances.....	6
Tableau 2: Ressources du budget d'Etat selon les sources (en milliards de FCFA) .....	12
Tableau 3: Nature des recettes (en milliards de FCFA).....	13
Tableau 4: contribution des recettes minières et pétrolières aux recettes budgétaires .....	14
Tableau 5: Détail des dépenses (en milliards de FCFA) .....	15
Tableau 6: Budget du Ministère de l'Equipeement par titre (en milliards de FCFA).....	16
Tableau 7: Budget du Ministère de l'Enseignement primaire... par titre (en milliards de FCFA) .....	17
Tableau 8: Budget du Ministère de la Défense Nationale par titre (en milliards de FCFA).....	17
Tableau 9: Budget du Ministère de la Santé Publique par titre (en milliards de FCFA) .....	17
Tableau 10: Budget du Ministère de l'Agriculture par titre (en milliards de FCFA) .....	18
Tableau 11: Budget du Ministère de l'Intérieur par titre (en milliards de FCFA) .....	18
Tableau 12: Budget du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement par titre (en milliards de FCFA).....	18

### LISTE DES FIGURES

Figure 1: Exécution des recettes du budget général de l'Etat par nature (en milliards de francs CFA) .....	7
Figure 2 : Exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de francs CFA) .....	8
Figure 3: Sources des recettes de l'Etat en 2016.....	12
Figure 4: Parts des différentes catégories de recettes, budget 2015 et 2016 .....	14
Figure 5: Parts des différentes catégories de dépenses, budget 2016.....	16
Figure 6 : Parts des dépenses sectorielles dans le budget 2016 .....	16

### LISTE DES ANNEXES

Annexe I : Dépenses publiques par titres (en milliards de FCFA) .....	21
Annexe II : Dépenses publiques par secteurs (en milliards de FCFA) .....	21
Annexe III : Dépenses publiques par sections (en milliards de FCFA) .....	22

### AVANT-PROPOS

L'initiative du budget ouvert vise à promouvoir l'accès des citoyens et d'un large public à l'information budgétaire pertinente et à temps. Or, dans la situation présente, la forme de la Loi de Finances et l'information qu'elle contient est partielle et éparpillée. Elle n'offre pas une présentation synthétique de l'information budgétaire, elle ne facilite pas l'information et l'implication des citoyens. Il manque à la Loi de Finances une présentation regroupée des crédits de tous les départements ainsi qu'une présentation fonctionnelle des dépenses publiques. Par ailleurs, le manque de synthèse chiffrée et d'une vision d'ensemble est frappant. La matière budgétaire et des finances publiques est souvent d'accès non facile pour les citoyens, surtout en l'absence d'un effort de simplification et de vulgarisation.

L'élaboration et la présentation du Budget Citoyen (BC) vise à combler cette grande lacune et se fixe comme objectif d'offrir une présentation synthétique, simplifiée et compréhensible des données budgétaires pour la majorité de la population. Le Budget Citoyen doit également faciliter la participation du public au processus budgétaire et son association au suivi et au contrôle des politiques publiques. Il peut pédagogiquement promouvoir une initiation économique et financière et engager une meilleure connaissance des citoyens quant aux atouts et faiblesses de l'économie nationale et quant aux moyens de l'Etat. En cela, le BC sera inclusif, pas seulement quant aux choix retenus mais, aussi, quant à la justification de la

décision prise, tant sur le plan national, sectoriel que régional. L'objectif étant d'expliquer, d'informer, de chercher à convaincre, d'écouter, voire de rectifier sur la base du retour d'informations.

Il doit être saisi par les pouvoirs publics comme une opportunité d'associer de larges couches de la population au processus budgétaire et une occasion d'ouvrir le débat au niveau de la presse, la radio et la télévision sur les choix et les priorités budgétaires retenus. Cette démarche peut éventuellement favoriser l'adhésion des citoyens à l'effort fiscal requis de tous et de contribuer à endiguer l'évasion fiscale qui réduit considérablement les ressources financières de l'Etat.

## 1. INTRODUCTION GENERALE

### 1.1. LA DEFINITION DU BUDGET

Le budget est l'instrument le plus important mis à la disposition du Gouvernement pour atteindre les objectifs de développement du pays. Il constitue une traduction fidèle des orientations des pouvoirs publics et reflète:

- ✚ *La politique économique et sociale du pays ;*
- ✚ *Les priorités arrêtées au regard des financements mobilisés ;*
- ✚ *L'effort financier consenti par l'Etat dans la gestion des affaires publiques et l'exécution des politiques sectorielles.*

La loi de finances prévoit, évalue, énonce et autorise, pour chaque année budgétaire, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat dans les limites d'un équilibre économique et financier qu'elle définit.

### 1.2. LE PROCESSUS BUDGETAIRE AU NIGER

Les fondements juridiques de la préparation et de l'exécution du budget sont donnés dans :

- ✚ *La constitution du 25 novembre 2010 ;*
- ✚ *La loi n° 2012-09 du 26 mars 2012, portant loi organique relative aux lois de finances ;*
- ✚ *Le décret 2013-083/PRN/MF du 1<sup>er</sup> mars 2013, portant règlement général de la comptabilité publique ;*
- ✚ *Le décret 2013-084/PRN/MF du 1<sup>er</sup> mars 2013, portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat ;*
- ✚ *Le décret 2013-085/PRN/MF du 1<sup>er</sup> mars 2013, portant Plan Comptable de l'Etat ;*

✚ *Le décret 2013-086/PRN/MF du 1<sup>er</sup> mars 2013, portant Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) ;*

✚ *Le décret n° 2014-138/PRN/MF du 07 mars 2014, déterminant le processus de préparation annuelle du budget de l'Etat.*

### 1.3. DEFINITION DU BUDGET CITOYEN

Le budget citoyen est considéré comme un document simplifié de la loi de Finances. Il résume les principaux chiffres figurant dans cette Loi, à travers lesquels le citoyen peut déterminer la façon dont les dépenses sont réparties pour financer les services publics, ainsi que les recettes provenant de diverses sources. Ce document permet également aux citoyens de suivre les dépenses publiques et de prendre connaissance des niveaux du déficit budgétaire et de l'endettement public ainsi que de l'évolution des principaux indicateurs macro-économiques.

### 1.4. LE CONTENU DU BUDGET CITOYEN

Le budget citoyen présente les objectifs fondamentaux de la loi de Finances. Il cite ses principaux chiffres et la répartition des dépenses et des recettes de l'Etat et met en exergue les services à caractère social relevant des secteurs intéressant les citoyens comme l'éducation, la santé, la culture, etc. Par ailleurs, le budget citoyen donne une idée sur les indicateurs relatifs à la stabilité macroéconomique, en l'occurrence le déficit budgétaire et le niveau de la dette publique.

Le processus d'élaboration des projets des lois de finances se déroule conformément au calendrier ci-après :

**Tableau 1: Processus d'élaboration des projets des lois de finances**

<b>PHASES</b>	<b>ACTIVITES</b>	<b>CALENDRIER</b>
<b>CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE</b>	Cadrage budgétaire qui aboutit aux enveloppes budgétaires ou plafonds de dépenses par Ministère	Janvier-mars
	Circulaire budgétaire : directives sur la confection du projet de budget	Avril
	Définition des plafonds de dépenses par Ministère	Mai
	Notification des plafonds de dépenses par le Ministre des Finances à ses homologues  Préparation de demandes budgétaires ou avant projet de budget par les Ministères sectoriels	Juin
<b>CONFERENCES ET ARBITRAGES BUDGETAIRES</b>	Examen de ces demandes par le Ministère des finances : conférences budgétaires	Juillet-Aout
	Arbitrage politique entre les Ministères sectoriels et le Ministère des Finances	Septembre
	Adoption du projet de budget en Conseil des Ministres	
<b>VOTES</b>	Dépôt du budget au Parlement et vote  Promulgation et publication	Octobre-Décembre



## 2. EXECUTION A MI-PARCOURS DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT EN 2015

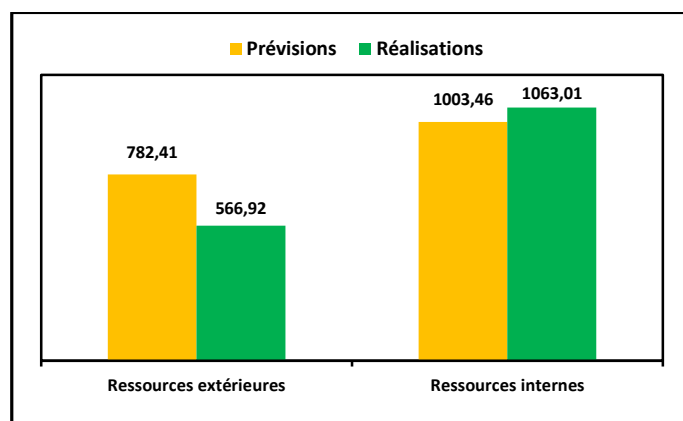
Le budget général de l'Etat, au titre de l'année 2015, a été initialement arrêté en recettes et en dépenses à **1 707,14 milliards de FCFA**<sup>1</sup>. En mai, cette loi de finances initiale (LFI) est rectifiée, une première fois, pour porter ce montant à **1 732,47 milliards**, soit une hausse de **25,33 milliards**. Une deuxième rectification est intervenue au cours du mois de septembre (adoptée en octobre par l'Assemblée Nationale). Cette 2<sup>ème</sup> loi de finances rectificative (LFR<sub>2</sub>) vise la prise en compte des chocs exogènes liés notamment au contexte sécuritaire marqué par la guerre contre le terrorisme, notamment "Boko Haram", une campagne agricole 2014 déficitaire et la préparation de l'organisation des élections. Ainsi, aux termes de cette 2<sup>ème</sup> rectification, le budget général de l'Etat 2015 est équilibré en recettes et en dépenses à **1 785,87 milliards**, soit une augmentation de **78,73 milliards** par rapport au budget initial.

### 2.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES A FIN DECEMBRE 2015

A fin décembre 2015, les recettes du budget général de l'Etat ont été réalisées à hauteur de **1 629,93 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 785,87 milliards**, soit un taux de réalisation de **91,27%**.

Ces réalisations se composent aussi bien des ressources externes que des ressources internes.

**Figure 1: Exécution des recettes du budget général de l'Etat par nature (en milliards de francs CFA)**



Le montant des ressources extérieures encaissées s'établit à **566,92 milliards** pour des prévisions annuelles de **782,41 milliards**, soit un taux de réalisation de **72,46%**. Les ressources extérieures comprennent :

- les *dons et legs*, ils représentent **42,41%** des ressources extérieures. Prévus à **331,83 milliards**, le montant total encaissé est de **219,77 milliards** soit un taux de réalisation de **66,23%**.
- les *emprunts extérieurs* qui représentent **57,59%** des ressources extérieures. A fin décembre, le montant total mobilisé est de **347,15 milliards** sur des prévisions de **450,58 milliards** soit un taux de réalisation de **77,05%**.

Le montant total de recouvrement des recettes internes a atteint **1 063,01 milliards** sur des prévisions de **1 003,46 milliards**, soit un taux de réalisation de **105,93%**. Les recettes internes du budget de l'Etat sont constituées des :

- *Recettes fiscales* qui sont la principale source de ressources internes (**92,53%**). Prévues pour

<sup>1</sup> Sauf mention spécifique, tous les montants sont exprimés en F CFA

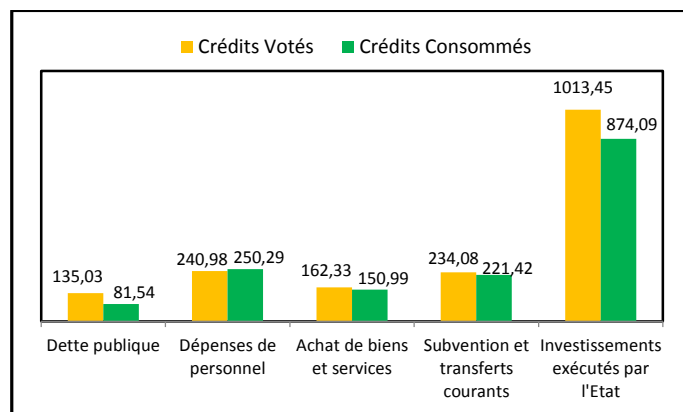
**904,06 milliards**, le montant total des recouvrements à fin décembre est de **983,60 milliards** soit un taux de réalisation de **108,80%**.

- *Recettes non fiscales* qui sont constituées essentiellement des produits divers recouvrés par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la Direction Générale des Impôts (DGI). Le montant total recouvré à fin décembre s'élève à **13,40 milliards** pour des prévisions annuelles de **21,61 milliards**, soit un taux de réalisation de **62,01%**.
- *Recettes exceptionnelles* qui sont des recettes à caractère non permanent, recouvrées par la DGTCP et la DGI. Elles ont connu un niveau de réalisation de **84,86%**, représentant **66,01 milliards** pour des prévisions annuelles de **77,79 milliards**.

## 2.2. EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES A FIN DECEMBRE 2015

A fin décembre 2015, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **1 578,33 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 785,87 milliards**, soit un taux d'exécution de **88,38%**. La situation d'exécution par titre est la suivante :

**Figure 2 : Exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de francs CFA)**



- ✚ Les dépenses relatives à la **dette** sont constituées de la dette intérieure et de la dette extérieure. On note un niveau global d'exécution de **60,39%**. En effet, sur des prévisions annuelles de **135,03 milliards**, il a été exécuté un montant de **81,54 milliards**.
- ✚ Les **dépenses de personnel** sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. A fin décembre 2015, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a atteint **103,86%**, correspondant à **250,29 milliards** sur des prévisions annuelles de **240,98 milliards**.
- ✚ Les **dépenses d'achat de biens et de services** relèvent du fonctionnement courant de l'administration. Elles comprennent principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance ainsi que les prestations de services (assurances, téléphone, électricité, transports, loyers ...), les déplacements... Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint **150,99 milliards** pour des prévisions annuelles de **162,33 milliards**, soit un taux d'exécution de **93,01%**.



✚ Les **subventions et transferts courants** comprennent essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, les transferts au profit des ménages et de certaines administrations publiques (pécules et bourses notamment), les contributions aux organisations internationales, la formation de personnel de l'Etat, les évacuations sanitaires, la gratuité des soins ... Le montant total des dépenses exécutées s'élève à **221,42 milliards** sur un montant prévisionnel de **234,08 milliards**, soit un taux d'exécution de **94,59%**.

✚ Les **investissements de l'Etat** sont constitués de l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets et programmes. A fin décembre, le montant total réalisé a atteint **874,09 milliards** sur des prévisions annuelles de **1 013,45 milliards**, soit un taux d'exécution de **86,25%**.

### 3. CONTEXTE DE LA PREPARATION DE LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2016

#### 3.1. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

L'environnement économique international est marqué en 2014 par une reprise économique fragile et inégale dans un contexte de conflits dans différentes régions du monde. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est stabilisé à **3,4%** en 2013 et 2014. En 2015, il devrait s'établir à **3,5%**. Quant à l'inflation, elle devrait rester basse, notamment dans les pays avancés.

L'environnement macroéconomique national a été marqué par la mise en œuvre du Programme de Renaissance à travers la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG), le Plan de

Développement Économique et Social (PDES 2012-2015) et l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens). Cette période a été également caractérisée par la mise en œuvre du Programme Économique et Financier (PEF 2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, ainsi que par la gestion du contexte sécuritaire national et régional. Ainsi, le rythme de l'activité économique s'est renforcé en 2014, avec un **taux de croissance économique de 6,9%** après une hausse de **4,6%** en 2013. Ce résultat est dû essentiellement à la bonne performance du secteur primaire et, dans une moindre mesure, au bon comportement du secteur tertiaire. En moyenne annuelle, sur la période 2012-2014, le taux de croissance économique s'est situé à **7,8%**, niveau supérieur à celui de la croissance démographique (**3,9%**) et au minimum requis (**7%**) pour lutter efficacement contre la pauvreté.

En matière d'**inflation**, le niveau général des prix à la consommation en 2014 est en baisse de **0,9%** en moyenne annuelle, après une hausse de **2,3%** en 2013. Ce taux se situe en dessous de la norme communautaire fixée à **3%** maximum par l'UEMOA. La situation des **finances publiques** est caractérisée par une aggravation des principaux déficits budgétaires, expliquée par une hausse des dépenses plus importante que celle des recettes. Le **taux de pression fiscale** s'est continuellement amélioré de **14%** en 2012 à **15,2%** en 2013 et **15,7%** en 2014, contre une norme communautaire de **20%** du PIB.

#### 3.2. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES EN 2015

Les objectifs de politiques économiques pour l'année 2015 s'inscrivent dans le cadre de l'achèvement de la

mise en œuvre du Programme de Renaissance traduit dans la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement et le Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015). Ils s'inscrivent ainsi dans la poursuite de l'accroissement des investissements publics, surtout dans les infrastructures, la poursuite du programme économique et financier avec le FMI et l'accélération de la mise en œuvre de l'initiative 3N. Les perspectives économiques de l'année 2015 tiennent compte également de l'environnement international, notamment la chute des cours du pétrole et de l'uranium ainsi que du contexte d'insécurité qui sévit aux frontières avec le Nigeria, le Mali et la Libye.

En matière de **croissance économique**, en 2015, le taux de croissance du PIB réel serait de **4,8%** contre **6,9%** en 2014. La décélération de la croissance s'expliquerait, en partie, par la faible production agricole probable en 2015 après la hausse relative observée en 2014.

En ce qui concerne l'**inflation**, l'on s'attend à une évolution modérée des prix en rapport avec la production alimentaire enregistrée en 2014 et les mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour assurer un meilleur approvisionnement des marchés en produits agricoles. Le taux d'inflation s'établirait en 2015 à **1,2%**.

En matière de **finances publiques**, l'atteinte des objectifs macroéconomiques est obtenue à travers le renforcement de la mobilisation des recettes

intérieures, l'amélioration de la gestion des finances publiques, ainsi que celle du climat des affaires. Ainsi, il est attendu une hausse des **recettes fiscales** de **19,0%** et une progression des dépenses courantes de **5,4%** en 2015.

## **4. HYPOTHESES DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET PRINCIPALES ORIENTATIONS DU BUDGET 2016**

### **4.1. HYPOTHESES DES POLITIQUES ECONOMIQUES**

Les prévisions macroéconomiques pour l'année 2016 reposent sur les hypothèses suivantes :

- ✚ *la poursuite de la consolidation de la paix et du climat sécuritaire ;*
- ✚ *l'organisation et la tenue d'élections générales apaisées et réussies ;*
- ✚ *la poursuite du programme économique et financier et la mise en œuvre des réformes des finances publiques et du secteur financier visant la consolidation du cadre macroéconomique ;*
- ✚ *la poursuite de la mise en œuvre des grands chantiers de développement ;*
- ✚ *la mobilisation accrue des ressources extérieures ;*
- ✚ *la mobilisation des ressources internes ;*
- ✚ *la mise en œuvre d'une politique prudente d'endettement public* Par ailleurs, ces prévisions tablent sur une bonne campagne agricole et pastorale en 2016 avec l'hypothèse d'une pluviométrie satisfaisante et bien répartie dans l'espace et le temps.

### **4.2. PRINCIPALES ORIENTATIONS DU BUDGET 2016**

Comme en 2015, les principales orientations du cadre macro-économique de la loi de finances 2016 sont :

▪ *Principales orientations du cadre macroéconomique, budget 2016*

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer, de manière sensible, le niveau de vie de la population à travers une hausse du revenu par habitant.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la sécurité des personnes et des biens tant à l'intérieur du pays qu'aux frontières et la sécurité alimentaire.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maîtriser la progression du niveau général des prix en deçà de la norme communautaire de 3%, en favorisant un approvisionnement régulier des marchés en produits de consommation courante et en veillant également à la constitution régulière du stock de sécurité alimentaire et au développement des banques céréalières.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Corriger progressivement le déséquilibre budgétaire par des mesures visant à optimiser les recettes fiscales et à maîtriser l'accroissement des dépenses courantes. Dans ce cadre, les réformes déjà entamées seront poursuivies en vue de mobiliser davantage des ressources internes et externes. De plus, le Gouvernement poursuivra sa politique visant à préserver la viabilité de la dette publique.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire progressivement le stock d'arriérés de paiement intérieurs tout en évitant l'accumulation de nouveaux arriérés.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire progressivement le déficit du compte courant de la balance des paiements à travers la hausse des exportations pétrolières et minières et la baisse des importations de produits pétroliers.</li> </ul>	



## 5. PROJECTIONS DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES EN 2016

Sauf précision spécifique, les comparaisons par rapport à l'année 2015 sont faites sur la base de la 2<sup>ème</sup> loi de finances rectificative (LFR2\_2015).

### 5.1. PROJECTION DES RECETTES BUDGETAIRES EN 2016

Le montant des recettes dépend pour une large part de la croissance économique du pays. A partir du contexte économique déjà présenté et des hypothèses décrites précédemment, la loi de finances initiale 2016 projette les recettes à **1 785,13 milliards** contre **1 785,87 milliards** dans la 2<sup>ème</sup> loi de finances rectificative 2015, soit une légère baisse de **0,74 milliards**.



Les services du trésor public remplissent trois fonctions. **1. Caissier** : il gère le compte de l'État auprès de la Banque Centrale (principe de l'unité de caisse), recouvre certaines taxes et recettes, paie les dépenses qui sont "ordonnées" (prescrites) par les autres services de l'État (principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable) et en contrôle la régularité. **2. Comptable** : il établit la comptabilité de toutes les personnes morales de droit public (ex : État, collectivités territoriales). **3. Financier de l'Etat** : en émettant des emprunts ou en mobilisant les dépôts effectués par les "correspondants du Trésor" (ensemble des personnes ou organismes publics et para-publics qui ont la faculté ou l'obligation de déposer des fonds auprès du Trésor public).

→ Les recettes ou ressources proviennent de sources internes et extérieures :

**Ressources internes** prévues à **1 036,05 milliards** en 2016 contre **1 003,46 milliards** en 2015, soit une augmentation de **32,59 milliards** ou **3,25%** ; leur part dans les ressources totales est de **58,04%**.

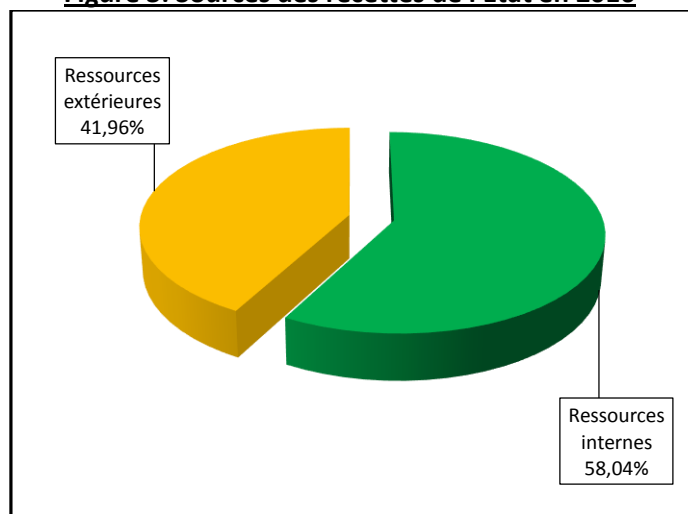
**Ressources extérieures** prévues à **749,08 milliards** en 2016 contre **782,41 milliards** en 2015, soit une baisse de **33,33 milliards** ou **-4,26%** ; leur part dans les ressources totales, en 2016, est de **41,96%** contre **43,81%** en 2015.

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des recettes de l'Etat par rapport à 2015.

**Tableau 2: Ressources du budget d'Etat selon les sources (en milliards de FCFA)**

Libellé	LFR2_2015	LF2016	VARIATION		Part dans ressources totales (2016)
			Montant	%	
<b>Ressources internes</b>	<b>1003,46</b>	<b>1036,05</b>	<b>32,59</b>	<b>3,25%</b>	<b>58,04%</b>
Recettes fiscales	904,06	991,39	87,33	9,66%	55,54%
Recettes non fiscales	21,61	21,98	0,37	1,71%	1,23%
Recettes exceptionnelles	77,79	22,68	-55,11	-70,84%	1,27%
<b>Ressources extérieures</b>	<b>782,41</b>	<b>749,07</b>	<b>-33,33</b>	<b>-4,26%</b>	<b>41,96%</b>
Dons extérieurs	331,83	301,81	-30,02	-9,05%	16,91%
Emprunts	450,58	447,26	-3,31	-0,73%	25,05%
<b>Ressources totales</b>	<b>1 785,87</b>	<b>1 785,13</b>	<b>-0,74</b>	<b>-0,04%</b>	

**Figure 3: Sources des recettes de l'Etat en 2016**



## → Les recettes budgétaires comprennent:

### Des prélèvements obligatoires ou recettes fiscales

sous forme d'impôts et taxes sur les agents économiques (salariés, consommateurs, industriels, opérateurs économiques) prévues à **991,39 milliards** en 2016 contre **904,06 milliards** en 2015, soit une augmentation de **87,33 milliards** ou **9,66%**.

### Des recettes non fiscales

qui regroupent les dividendes de l'Etat, le profit oil et les autres recettes non fiscales. Elles sont prévues à **21,98 milliards** en 2016 contre **21,61 milliards** en 2015, soit une légère hausse de **0,37 milliards**.

### Des recettes exceptionnelles

qui regroupent principalement les bonus, les ressources PPTE, la vente d'action et la vente de licence. Elles sont prévues à **22,68 milliards** en 2016 contre **77,79 milliards** en 2015, soit une baisse de **55,11 milliards** ou **70,85%**. Cet écart s'explique, en partie, par la vente de licence téléphonique (**34 milliards**) et des bonus exceptionnels (**15 milliards**) au courant de l'année 2015.

### Des emprunts estimés à 447,26 milliards en 2016

contre **450,58 milliards** en 2015, soit une baisse de **3,31 milliards** ou **-0,73%**. Les emprunts se décomposent en : (i) emprunts programmes (**65,19 milliards** contre **107,81 milliards** en 2015) ; (ii) emprunts projets (**282,07 milliards** contre **221,77 milliards** en 2015) ; et (iii) les obligations du trésor (**100 milliards** contre **121 milliards** en 2015).

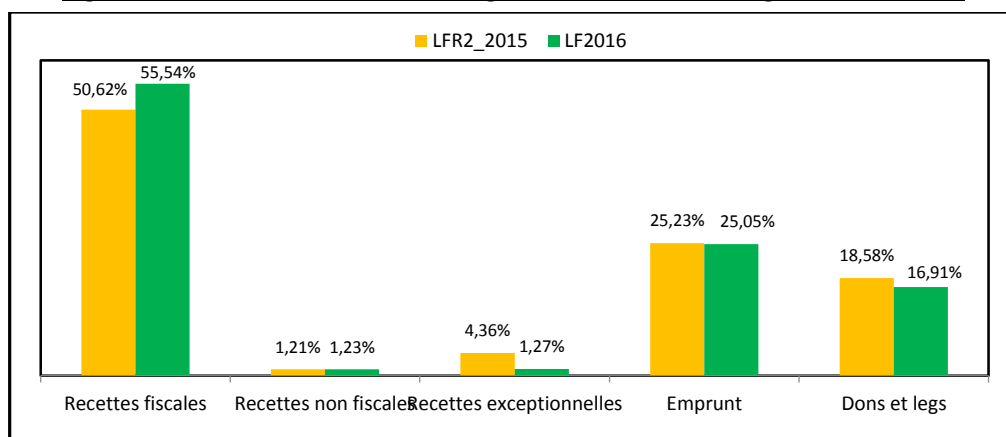
### Des dons et legs estimés 301,81 milliards en 2016

contre **331,83 milliards** en 2015, soit une baisse de **30,02 milliards** ou **-9,05%**. Les dons sont constitués des aides non remboursables (**220,17 milliards** contre **209,62 milliards** en 2015) et des appuis budgétaires (**81,64 milliards** contre **122,21 milliards** en 2015).

**Tableau 3: Nature des recettes (en milliards de FCFA)**

NATURE DES RECETTES	LF2015	LF2016
<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>904,06</b>	<b>991,39</b>
Autres recettes fiscales	35,01	38,44
Droits de timbre et d'enregistrement	31,45	35,20
Droits et taxes à l'exportation	39,55	55,89
Droits et taxes à l'importation	261,45	295,05
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	345,14	359,78
Impôts sur le patrimoine	10,75	11,09
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	139,90	152,39
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	40,83	43,56
<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>21,61</b>	<b>21,98</b>
Amendes et condamnations pécuniaires	1,97	2,09
Autres recettes non fiscales	0,36	0,53
Droits et frais administratifs	0,49	0,53
Produits financiers	16,47	16,75
Revenus de l'entreprise et du domaine	2,33	2,08
<b>3. Recettes exceptionnelles</b>	<b>77,79</b>	<b>22,68</b>
Autres recettes diverses	4,48	4,71
Diverses prestations	0,81	0,03
Produits divers (ARC)	1,94	3,50
Produits vente tracteurs agricoles	3,00	0,00
Recettes exceptionnelles (Bonus)	15,00	0,00
Recettes exceptionnelles (Vente d'actions BAGRI)	0,00	3,50
Régie Ministère Enseignements Professionnels	0,00	0,05
Remboursements CEDEAO	3,00	0,00
Ressources PPTE	12,07	10,89
Vente d'action BIA	3,50	0,00
Vente de licence de téléphonie cellulaire	34,00	0,00
<b>4. Emprunt</b>	<b>450,58</b>	<b>447,26</b>
Emprunts projets	221,77	282,07
Emprunts programmes	107,81	65,19
Obligations du Trésor	121,00	100,00
<b>5. Dons et legs</b>	<b>331,83</b>	<b>301,81</b>
Aides non remboursables	209,62	220,17
Appuis budgétaires	122,21	81,64
<b>TOTAL</b>	<b>1785,87</b>	<b>1785,13</b>

**Figure 4: Parts des différentes catégories de recettes, budget 2015 et 2016**



## **Encadré1 : contribution des recettes minières et pétrolières aux recettes budgétaires**

La contribution du secteur minier (hors dividendes) dans les recettes budgétaires en 2016 est prévue à **17,22 milliards** contre **14,54 milliards** en 2015 et **20,8 milliards** en 2014. Ces montants concernent : (i) la redevance superficielle mine (**1,29 milliards**) ; (ii) les droits fixes mines (**0,05 milliards**) et (iii) les redevances minières (**15,87 milliards**).

Les dividendes tous secteurs confondus attendus sont prévus à **7,72 milliards** en 2016 contre **8,0 milliards** en 2015 et **20,0 milliards** en 2014.

La contribution du secteur pétrolier (hors dividendes) dans les recettes budgétaires en 2016 est prévue à **58,28 milliards** contre **56,34 milliards** en 2015 et **58,7 milliards** en 2014. Ces montants concernent :

- la redevance superficielle pétrole pour **6,1 milliards** ;
- les droits fixes pétrole pour **0,03 milliards** ;
- les redevances pétrolières ad valorem pour **25,48 milliards**; et
- la taxe intérieure sur les produits pétroliers (DGI et DGD) pour **26,66 milliards** ;

NATURE DES RECETTES	LFR2_2015	LF2016	Variation (%)
<b>Recettes fiscales</b>	<b>70,88</b>	<b>75,49</b>	<b>6,51%</b>
recettes minières	14,54	17,22	18,42%
recettes pétrolières & TIPP	56,34	58,28	3,43%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>5,50</b>	<b>5,50</b>	<b>0,00%</b>
Profit OIL	5,50	5,50	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>76,38</b>	<b>80,99</b>	<b>6,04%</b>





## 5.2. PROJECTION DES DEPENSES BUDGETAIRES EN 2016

### 5.2.1. REPARTITION PAR TITRE

Les dépenses du budget général de l'Etat sont prévues à **1 785,13 milliards** en 2016 contre **1 785,87 milliards** pour la 2<sup>ème</sup> loi de finances rectificative de 2015, soit une baisse de **0,74 milliards**. Ces dépenses sont ainsi réparties :

✚ *Les dépenses courantes, nécessaires pour maintenir à jour l'appareil administratif de l'Etat (salaires d'employés publics, frais pour le fonctionnement des administrations, transferts et subventions) ;*

✚ *Les dépenses d'investissement pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques (routes, écoles, centres de santé, forages) des aménagements agricoles.*

✚ *Les dépenses pour le paiement des amortissements et charges de la dette publique.*

Les dépenses courantes prévues à **602,82 milliards** en 2016 contre **637,40 milliards** en 2015. Elles baissent de **34,58 milliards (-5,42%)** par rapport à 2015 et représentent **33,77%** des dépenses totales. Cette baisse s'explique principalement par celle des dépenses de fonctionnement qui ont régressé de **32,07 milliards**.

Les amortissements et charges de la dette publique prévues à **139,20 milliards** en 2016 contre **135,03 milliards** en 2015, soit une hausse de **4,17 milliards** ou **3,09%** ; leur part dans les dépenses totales, en 2016, est de **7,80%**.

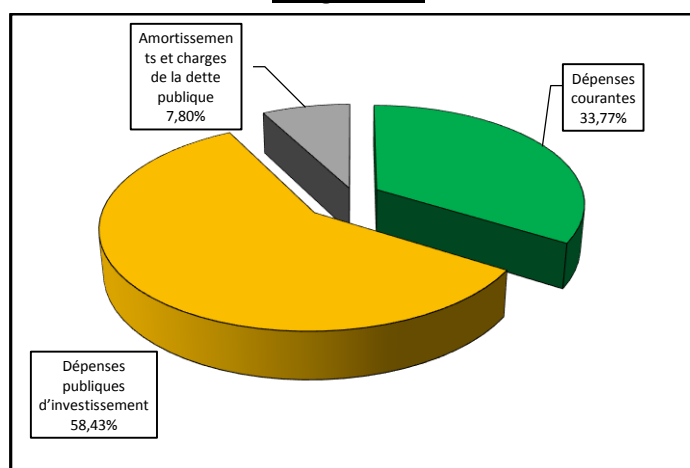
Les dépenses publiques d'investissement sont prévues à **1 043,11 milliards** en 2016 contre **1 013,44 milliards** en 2015, soit une augmentation de **29,67 milliards** ou un taux d'augmentation de **2,93%**. Ces dépenses représentent une proportion de **58,43%** des dépenses totales. L'effort en matière de dépenses d'investissement enregistré en 2015 est ainsi maintenu en vue d'assurer la relance économique.

**Tableau 5: Détail des dépenses (en milliards de FCFA)**

NATURE DE DEPENSES	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
<b>1. Dépenses courantes</b>	<b>637,40</b>	<b>602,82</b>	<b>-5,42%</b>
Dépenses de Personnel	240,98	245,80	2,00%
Subventions et autres Transferts courants	234,08	226,76	-3,13%
Dépenses de fonctionnement	162,33	130,26	-19,76%
Autres achats de biens et services	71,52	39,31	-45,04%
Dépenses de communication	9,17	9,82	7,06%
Eau, électricité, gaz, et autres sources d'énergie	15,57	16,71	7,30%
Fournitures	36,44	35,79	-1,77%
Frais de transport et de mission	14,63	13,29	-9,18%
Autres dépenses de fonctionnement	15,01	15,35	2,31%
<b>2. Dépenses publiques d'investissement</b>	<b>1013,44</b>	<b>1043,11</b>	<b>2,93%</b>
Financement Trésor	587,86	540,86	-7,99%
Financement Emprunt	221,77	282,07	27,19%
Financement ANR	203,82	220,17	8,02%
<b>3. Amortissements et charges de la dette</b>	<b>135,03</b>	<b>139,20</b>	<b>3,09%</b>
Emprunts	118,31	127,24	7,55%
Intérêts	16,72	11,96	-28,47%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1785,87</b>	<b>1785,13</b>	<b>-0,04%</b>

La figure ci-dessous donne la part relative des dépenses budgétaires de l'Etat qui est affectée à chaque catégorie.

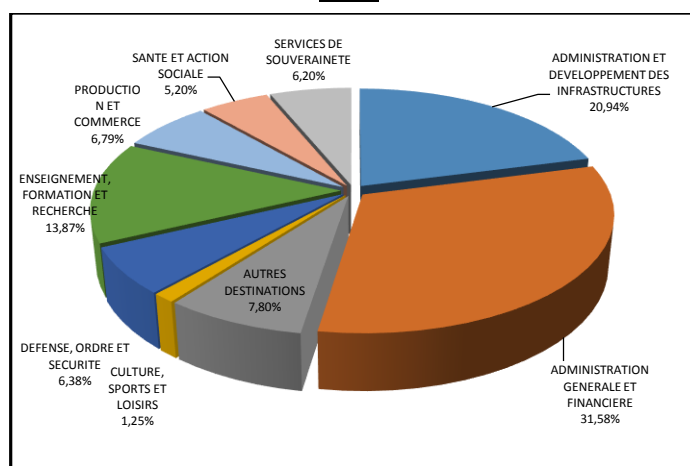
**Figure 5: Parts des différentes catégories de dépenses, budget 2016**



## 5.2.3. REPARTITION PAR SECTEUR

Cette répartition nous permet de voir les secteurs prioritaires de l'Etat pour l'année 2016. Il ressort de la figure ci-dessous que près du tiers des dépenses budgétaires (**31,58%**) est consacrée à l'Administration Générale et Financière, soit **563,81 milliards**. L'Administration et le Développement des Infrastructures vient en deuxième position, **373,78 milliards**, soit **20,94%** des dépenses budgétaires. La section « Enseignement, Formation et Recherche » représente **13,87%** des dépenses prévues ; contre **5,20%** pour la section « Santé et Action Sociale ».

**Figure 6 : Parts des dépenses sectorielles dans le budget 2016**



L'allocation des dépenses par secteur est plus ou moins homogène entre 2015 et 2016, ce qui témoigne de la stabilité des politiques publiques. Cependant, davantage d'effort est consenti en faveur de l'Administration Générale et Financière, **29,63%** des dépenses budgétaires en 2015 contre **31,58%** en 2016 ; mais aussi en faveur du Développement des Infrastructures, **19,09%** des dépenses budgétaires en 2015 contre **20,94%** en 2016.

## 5.2.2. SITUATION DES PRINCIPAUX MINISTRES

Il s'agit des Ministères qui ont des répercussions directes sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Ensemble, ils représentent près de **42%** des dépenses du budget général de l'Etat. Par ordre décroissant des dépenses affectées, nous avons :

### ■ Le Ministère de l'Équipement

C'est le Ministère le plus doté, après celui de l'économie et des finances. Avec un budget prévisionnel de **200,14 milliards** en 2016 contre **133,98 milliards** en 2015, soit une augmentation de **49,38%**. Toutefois, l'essentiel des dépenses (**96,83%**) est consacré à l'investissement.

**Tableau 6: Budget du Ministère de l'Équipement par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT	DEPENSES DE PERSONNEL	1,08	1,10	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,2	0,19	-3,19%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	5,22	5,06	-3,13%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	127,49	193,8	52,01%
TOTAL		133,98	200,14	49,38%

### ▪ *Le Ministère de l'Enseignement primaire...*

Les dépenses budgétaires du Ministère de l'Enseignement primaire au titre de l'année 2016 s'élèvent à **141,81 milliards**, en baisse de **5,39 milliards** par rapport à 2015. Même si, les investissements prévus au niveau de ce secteur ont augmenté de **34,54%** ; la contraction des dépenses courantes (fonctionnement et subventions) explique cette baisse.

**Tableau 7: Budget du Ministère de l'Enseignement primaire... par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	DEPENSES DE PERSONNEL	59,87	61,07	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7,95	6,29	-20,79%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	59,92	48,26	-19,45%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	19,46	26,18	34,54%
<b>TOTAL</b>		<b>147,19</b>	<b>141,81</b>	<b>-3,66%</b>

### ▪ *Le Ministère de la Défense Nationale*

Le montant des dépenses prévu pour 2016 est de **98,58 milliards**, comparable à celui de la loi de finances initiale de 2015. L'hypothèse étant la poursuite de la consolidation de la paix et du climat sécuritaire. En effet, le budget du Ministère de la Défense Nationale a été rectifié à deux reprises, en 2015, pour tenir compte de la détérioration du contexte sécuritaire notamment la guerre contre "Boko Haram" : (i) une 1<sup>ère</sup> augmentation de **19,89 milliards (20,17%)** en mai ; et (ii) une 2<sup>ème</sup> modification, en septembre, qui a porté les dépenses à **114,88 milliards**.

**Tableau 8: Budget du Ministère de la Défense Nationale par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	DEPENSES DE PERSONNEL	37,01	37,75	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10,67	10,62	-0,52%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	0,85	0,79	-7,76%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	66,34	49,42	-25,50%
<b>TOTAL</b>		<b>114,88</b>	<b>98,58</b>	<b>-14,19%</b>

### ▪ *Le Ministère de la Santé Publique*

En 2016, on projette des dépenses budgétaires de **88,31 milliards** au niveau du Ministère de la santé. Par rapport à 2015, ce budget a chuté de **22,77%**.

**Tableau 9: Budget du Ministère de la Santé Publique par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	DEPENSES DE PERSONNEL	24,4	24,89	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5,21	5,1	-2,05%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	34,4	32,33	-6,02%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	50,34	25,99	-48,37%
<b>TOTAL</b>		<b>114,35</b>	<b>88,31</b>	<b>-22,77%</b>

### ▪ *Le Ministère de l'Agriculture*

Les dépenses du Ministère de l'Agriculture représentent **4,40%** des dépenses totales prévues au titre de l'année 2016. De **80,39 milliards** en 2015, son budget est passé à **78,46 milliards** soit une baisse de **2,4%**.

**Tableau 10: Budget du Ministère de l'Agriculture par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	DEPENSES DE PERSONNEL	5,51	5,62	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1,61	1,57	-2,39%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	2,37	2,08	-12,19%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	70,9	69,19	-2,41%
TOTAL		80,39	78,46	-2,40%

▪ *Le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique...*

Le Ministère de l'Intérieur fait partie des Ministères dont le budget est revu en baisse en 2016. De **96,68 milliards** en 2015, il est passé à **69,66 milliards** soit une baisse de **27,02 milliards** ou **-27,94%**.

**Tableau 11: Budget du Ministère de l'Intérieur par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES	DEPENSES DE PERSONNEL	31,95	32,58	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12,07	13,54	12,16%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	1,9	3,21	68,66%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	50,76	20,33	-59,94%
TOTAL		96,68	69,66	-27,94%

▪ *Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement*

Le budget de ce Ministère a baissé de **41,90%** par rapport à la LFR2 de 2015, passant de **111,31 milliards** à **64,67 milliards**. Cette baisse concerne essentiellement les dépenses d'investissement qui sont passées de **108,62 milliards** en 2015 à **61,96 milliards** en 2016.

**Tableau 12: Budget du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement par titre (en milliards de FCFA)**

SECTION	TITRE	LFR2_2015	LF2016	VARIATION (%)
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	DEPENSES DE PERSONNEL	2,02	2,06	2,00%
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,65	0,64	-2,39%
	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	0,02	0,02	-2,89%
	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	108,62	61,96	-42,96%
TOTAL		111,31	64,67	-41,90%

### CONCLUSION

La loi de finances initiale de 2015 (LFI\_2015) a connu deux rectifications en raison notamment du contexte sécuritaire. Le budget général de l'Etat est ainsi passé de **1 707,14 milliards** à **1 785,87 milliards de FCFA**, soit une augmentation de **78,73 milliards** ou **4,61%**. Si le niveau d'alerte sécurité est en baisse (la capacité de nuisance de "Boko Haram" étant réduite au maximum), des élections générales seront organisées en 2016. La loi de finances de 2016 est ainsi équilibrée en recettes et en dépenses à **1 785,13 milliards de FCFA** soit une augmentation de **77,99 milliards** par rapport à la LFI\_2015 ou **4,57%**. Plus précisément, la situation est la suivante :

Les **ressources internes** sont prévues à **1 036,05 milliards** en 2016 contre **1 003,46 milliards** pour la LFR2 2015, soit une augmentation de **32,59 milliards** ou **3,25%** ; leur part dans les ressources totales est de **58,04%**.

Les **ressources extérieures** sont prévues à **749,08 milliards** en 2016 contre **782,41 milliards** pour la LFR2 2015, soit une baisse de **33,33 milliards** ou **-4,26%** ; leur part dans les ressources totales, en 2016, est de **41,96%** contre **43,81%** en 2015.

Les **dépenses courantes** sont prévues à **602,82 milliards** en 2016 contre **637,40 milliards** pour la LFR2 2015. Elles baissent de **34,58 milliards (-5,42%)** et représentent **33,77%** des dépenses totales.

Les **amortissements et charges de la dette publique** sont prévues à **139,20 milliards** en 2016 contre **135,03 milliards** pour la LFR2 2015, soit une hausse de **4,17 milliards** ou **3,09%** ; leur part dans les dépenses totales, en 2016, est de **7,80%**.

Les **dépenses publiques d'investissement** sont prévues à **1 043,11 milliards** en 2016 contre **1 013,44 milliards** pour la LFR2 2015, soit une augmentation de **29,67 milliards** ou un taux d'augmentation de **2,93%**. Ces dépenses représentent une proportion de **58,43%** des dépenses totales.

### REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

*Bilan de l'an 1 du Président de la République, SEM El hadj Issoufou Mahamadou. Cabinet du Premier Ministre.*

***Bilan de l'an 2 du Président de la République, SEM El hadj Issoufou Mahamadou. Cabinet du Premier Ministre.***

***Bilan de l'an 3 du Président de la République, SEM El hadj Issoufou Mahamadou. Cabinet du Premier Ministre.***

***Budget Citoyen du Mali 2011, DGB/Ministère de l'Economie et de Finances.***

***Budget Citoyen : 9<sup>ème</sup> édition du colloque international sur « La Modernisation de l'Administration Publique et la Gouvernance », Rabat du 10 au 11 juin 2013.***

***Exposé des motifs Projet de Loi de Finances 2016, Ministère des Finances. Septembre 2014.***

***Note de Cadrage Loi de Finances 2016, CTCCM. Mai 2015.***

***Perspectives Economiques des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en 2014, BCEAO. Janvier 2015.***

***Textes Loi de Finances 2016, Ministère des Finances. Septembre 2014.***



## ANNEXES

### Annexe I : Dépenses publiques par titres (en milliards de FCFA)

	LFR2_2015	LF_2016	VARIATION	
			en valeur	en %
I. Dette publique	135,03	139,20	4,17	3,09%
II. Dépenses de personnel	162,33	130,26	-32,07	-19,76%
III. Dépenses de fonctionnement	240,98	245,80	4,82	2,00%
IV. Subvention et transferts courants	234,08	226,76	-7,33	-3,13%
V. Investissements Etat	1 013,44	1 043,11	29,67	2,93%
<b>TOTAL</b>	<b>1 785,87</b>	<b>1 785,13</b>	<b>-0,74</b>	<b>-0,04%</b>

### Annexe II : Dépenses publiques par secteurs (en milliards de FCFA)

	LFR2_2015	LF_2016	VARIATION	
			en valeur	en %
ADMINISTRATION ET DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	340,99	373,78	32,79	9,62%
ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE	529,14	563,81	34,66	6,55%
AUTRES DESTINATIONS	135,03	139,20	4,17	3,09%
CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	27,30	22,26	-5,03	-18,44%
DEFENSE, ORDRE ET SECURITE	130,67	113,84	-16,82	-12,87%
ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE	263,02	247,59	-15,44	-5,87%
PRODUCTION ET COMMERCE	122,86	121,15	-1,71	-1,39%
SANTE ET ACTION SOCIALE	124,92	92,82	-32,10	-25,70%
SERVICES DE SOUVERAINETE	111,94	110,68	-1,26	-1,12%
<b>TOTAL</b>	<b>1 785,87</b>	<b>1 785,13</b>	<b>-0,74</b>	<b>-0,04%</b>

## Annexe III : Dépenses publiques par sections (en milliards de FCFA)

	LFR2_2015	LF_2016	Variation	
			en valeur	en %
CABINET DU MEDiateur	0,28	0,27	0,00	-1,73%
CABINET DU PREMIER MINISTRE	63,08	61,82	-1,26	-1,99%
COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	0,32	0,34	0,02	4,86%
CONSEIL D'ETAT	0,22	0,21	-0,01	-4,29%
CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	2,00	2,00	0,00	-0,04%
CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	0,70	0,66	-0,04	-5,74%
COUR CONSTITUTIONNELLE	0,54	0,57	0,02	4,07%
COUR DE CASSATION	0,18	0,19	0,01	3,70%
COUR DES COMPTES	0,46	0,45	-0,01	-1,93%
HAUTE AUTORITE A LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (HACP)	4,82	3,11	-1,72	-35,56%
HAUTE AUTORITE A L'INITIATIVE 3N	4,47	4,35	-0,12	-2,69%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	68,29	58,96	-9,34	-13,67%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	6,94	3,34	-3,60	-51,91%
MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DES LOISIRS	2,42	1,55	-0,86	-35,79%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	114,88	98,58	-16,30	-14,19%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	2,25	1,74	-0,51	-22,58%
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	4,21	4,20	-0,01	-0,35%
MINISTERE DE LA JUSTICE	10,07	12,29	2,21	21,98%
MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION	3,09	2,81	-0,28	-9,03%
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	114,35	88,31	-26,04	-22,77%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	80,39	78,46	-1,93	-2,40%
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DEVELOPPEMENT	0,00	17,99	17,99	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	534,85	625,44	90,59	16,94%
MINISTERE DE L'ELEVAGE	9,71	12,22	2,51	25,84%
MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	1,54	1,47	-0,07	-4,57%
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DU PETROLE	26,34	31,65	5,31	20,16%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABETISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	147,19	141,81	-5,39	-3,66%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	11,75	15,27	3,52	29,92%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	133,98	200,14	66,16	49,38%
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	111,31	64,67	-46,64	-41,90%
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES	96,68	69,66	-27,02	-27,94%
MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	7,56	8,81	1,24	16,44%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION	14,48	15,07	0,59	4,09%
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	23,52	19,49	-4,02	-17,11%
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	37,89	34,81	-3,09	-8,14%
MINISTERE DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	3,04	2,32	-0,72	-23,57%
MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	14,35	22,42	8,07	56,20%
MINISTERE DES TRANSPORTS	5,36	6,26	0,90	16,70%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	12,99	13,01	0,02	0,13%
MINISTERE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DEVELOPPEMENT	54,33	0,00	-54,33	-100,00%
MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	1,06	0,80	-0,25	-24,05%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU NIGER	52,78	56,31	3,53	6,68%
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT (SGG)	1,20	1,33	0,13	10,65%
<b>TOTAL</b>	<b>1785,87</b>	<b>1785,13</b>	<b>-0,74</b>	<b>-0,04%</b>

## GLOSSAIRE

### Balance commerciale

C'est la différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens et services dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial.

### Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

### Bonus

Les bonus sont constitués des prélèvements anticipés sur la probable rente pétrolière (fiscalité ex-ante). Les bonus évacuent le risque de perte sèche pour l'État, dans la mesure où ils lui fournissent une recette parfois considérable indépendante du résultat économique du projet pétrolier.

### Croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue.

### Déficit budgétaire

Excédent des charges sur les recettes pour l'ensemble des opérations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, soit l'ensemble des opérations à caractère définitif et opérations à caractère temporaire, hors celles des budgets annexes, équilibrées par définition. Dans une loi de finances, l'expression utilisée pour qualifier le déficit est "solde budgétaire".

### Dépenses courantes

Toutes les dépenses courantes en biens et services des administrations publiques. Elles comprennent les salaires et traitements des employés de l'État et les autres achats de biens et services, sauf les biens d'équipement.

### Dépenses publiques

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'État, les administrations de Sécurité sociale, les collectivités territoriales et les administrations et organismes qui leur sont rattachés.

### Dette publique

La dette publique est, dans le domaine des finances publiques, l'ensemble des engagements financiers pris sous formes d'emprunts par l'État, les collectivités publiques et les

organismes qui en dépendent directement (certaines entreprises publiques, les organismes de sécurité sociale, etc.).

### Dividendes

Revenus de la propriété versés aux actionnaires qui ont mis des capitaux à la disposition d'une société. L'émission d'actions constitue pour une société une façon de se procurer des capitaux autrement que par l'emprunt. Contrairement au capital emprunté, le capital-actions n'est pas à l'origine d'une créance fixe en termes monétaires, et ne permet pas aux porteurs des actions de percevoir un revenu fixe ou prédéfini.

### Encours de la dette

C'est le montant total des emprunts de l'État

### IHPC

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est un indicateur de la variation des prix à la consommation payés par les Nigériens. Pour l'établir, on compare au fil du temps le coût d'un panier fixe de biens et services achetés par les consommateurs. Puisque le panier comprend des biens et services d'une quantité et d'une qualité constante ou équivalente, l'indice reflète uniquement la fluctuation pure des prix.

### Inflation

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie (quantité de biens et de services qu'il est possible de se procurer avec une unité monétaire) qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents. Pour évaluer le taux d'inflation on utilise l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

### La loi de finances

Loi qui détermine, pour un exercice (une année civile), la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'État, ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte

### Politique économique

La politique économique est l'ensemble des interventions des administrations publiques (dont l'État, la banque centrale, et les collectivités territoriales) sur l'activité économique pour atteindre des objectifs (croissance, plein-emploi, justice sociale). Ces objectifs permettent de corriger les déséquilibres (inflation, chômage, déficit des finances publiques, excès de création monétaire).

### Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB ou produit intérieur brut est un indicateur économique de la richesse produite par année dans un pays donné. Cet indicateur représente la valeur ajoutée totale des biens et des services produits sur un territoire national. Il est utilisé pour mesurer la croissance économique d'un pays.

### **Profit oïl**

Dans un contrat de partage de production, fraction de la production restant après le cost oil (fraction de la production allouée au recouvrement des coûts du contractant). Cette fraction est partagée entre le contractant et l'Etat selon les termes convenus dans le contrat.

### **Recettes exceptionnelles**

Il s'agit des recettes enregistrées occasionnellement à la suite des activités non traditionnelles de l'Etat.

### **Recettes fiscales**

Paielements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques.

### **Ressources externes**

Les Ressources externes du budget sont constituées des ressources provenant de l'extérieur.

### **Ressources internes**

Les ressources internes du budget sont constituées des recettes mobilisées à l'intérieur du pays.

### **Service de la dette**

Terme équivalent d'une annuité, c'est-à-dire somme à déboursier chaque année pour honorer sa dette. Le service de la dette est composé du principal à rembourser et des intérêts.

### **Solde budgétaire**

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les revenus budgétaires et les dépenses budgétaires d'un gouvernement.

### **Solde global hors dons**

Différence entre les recettes totales et les dépenses totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons.

### **Taux de pression fiscale**

Rapport des recettes fiscales sur le produit intérieur brut nominal.